

# GUINÉE ÉQUATORIALE



## Caractéristiques géographiques

Langues officielles : français, portugais et espagnol

Superficie : 28 050 km<sup>2</sup>

Population : 1,4 million d'habitants

Densité : 50,0 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 3,3 %

Part de la population urbaine : 73,6 %

## Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021: 145<sup>e</sup>/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : nd

Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021, base 100 en 2010) : 100,8 (98,8 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire supérieur

Risque de surendettement : nd

PIB par habitant (2021) : 8 462,3 dollars US

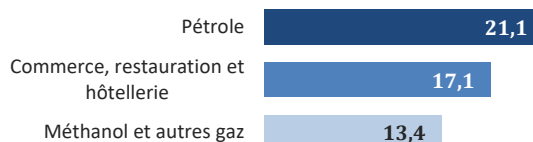
Taux de croissance (2021) : 0,9 %

Inflation (2021) : - 0,1 %

PIB (2021) : 6 922,5 milliards XAF / 13 milliards de dollars US

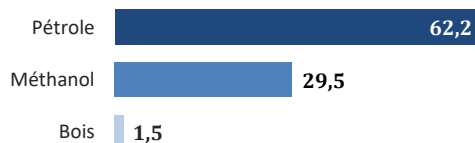
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)




## Développement humain et infrastructures

 **60,6 ans**  
Espérance de vie

 **13 %**  
Population sous le seuil de pauvreté

 **64,7 %**  
Accès à l'eau potable

 **7,9 %**  
Mortalité infantile

 **nd**  
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

 **66,7 %**  
Accès à l'électricité

 **20 %**  
Malnutrition infantile

 **88,3 %**  
Alphabétisation des adultes

 **45,9**  
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

 **141/191**  
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

 **nd**  
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque

 **49,9 %**  
Taux de participation des femmes au marché du travail

nd : non disponible.

Sources et métadonnées.

## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

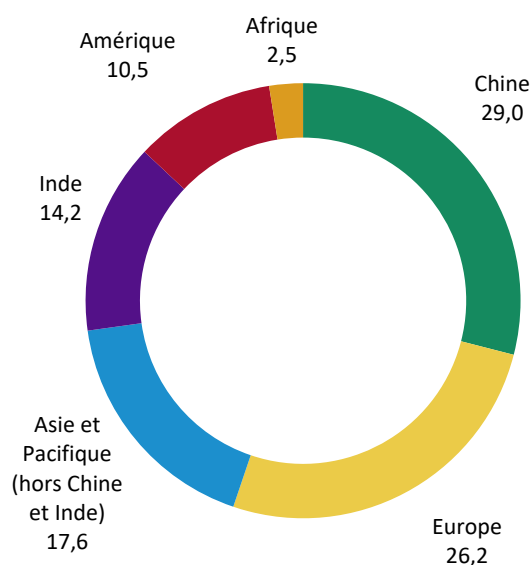
- **La croissance positive (+ 0,9 %) enregistrée par l'économie équato-guinéenne en 2021, pour la première fois depuis huit ans, devrait s'amplifier en 2022, à 5,4 %.** Malgré les événements exceptionnels survenus en 2021 (explosion de la base militaire de Bata en mars, incident sur le terminal gazier de Punta Europa en septembre), la reprise serait alimentée par le dynamisme du secteur non pétrolier, après notamment la levée des mesures de lutte contre la Covid-19, et par le rebond de l'industrie gazière en 2022. Le renchérissement des biens importés, notamment alimentaires, dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne, conduirait à une reprise de l'inflation en 2022 (+ 3,4 %), après la stabilité des prix observée en 2021 (– 0,1 %).
- **Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé à la Guinée équatoriale, en septembre 2021, un financement de 47,25 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), au titre de l'instrument de financement rapide (IFR).** Ce prêt d'urgence visait à permettre aux autorités de faire face au choc économique découlant, d'une part, de la pandémie et, d'autre part, de l'explosion de la base militaire de Bata. Les consultations se poursuivent en revanche en vue de la conclusion de la première revue du programme validé en 2019 au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC).
- **La diversification de l'économie, dominée par le secteur pétrolier, est un enjeu majeur eu égard au déclin tendanciel de la production de pétrole et à la forte volatilité des cours mondiaux.** Le développement du secteur privé nécessitera toutefois de remédier prioritairement à la fragilité de la gouvernance publique et à la grande vulnérabilité du secteur bancaire.
- **Le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a été réélu à la tête du pays le 20 novembre 2022, avec 94,9 % des suffrages.** Son mandat, le sixième depuis son arrivée au pouvoir en 1979, arrivera à son terme en 2029.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

**Malgré le repli structurel de l'exploitation des hydrocarbures, l'économie équato-guinéenne en demeure largement dépendante.** Entre 2017 et 2021, le secteur pétrolier et gazier (méthanol et autres gaz) a ainsi représenté en moyenne 34,5 % du PIB, 79,4 % des recettes budgétaires et 91,7 % des exportations. Le vieillissement des champs en exploitation se traduit toutefois par une baisse tendancielle de la production de pétrole, passée de 13,6 millions de tonnes en 2011 à 5,9 millions en 2021. Ce repli a fortement pesé sur le PIB du pays, lequel a décliné de 2013 à 2021 (– 4,1 % en moyenne par an). Ce recul a également contribué, avec le développement modéré des activités de commerce, de transports et de télécommunications, à la hausse du poids du secteur tertiaire, qui a représenté 53,7 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2021 (contre 23,7 % et 22,6 % respectivement pour les secteurs primaire et secondaire <sup>1</sup>).

<sup>1</sup> Le secteur secondaire inclut les activités de liquéfaction du gaz naturel (méthanol et autres gaz).

Destinations des exportations de la Guinée équatoriale (2016-2020)  
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

## Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Guinée équatoriale

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XAF) par kilogramme)

	2019	2020	2021
<b>Pétrole brut</b>			
Production (en millions de tonnes)	7,1	7,1	5,9
Production (en milliers de barils par jour)	143,6	143,8	118,9
Prix moyen à l'export (en milliers XAF par tonne)	247,6	158,1	265,4
Prix du baril de pétrole équato-guinéen (en dollars US)	57,6	37,5	65,3
<b>Méthanol et autres gaz</b>			
Exportations (en milliers de tonnes)	4 972,6	4 311,1	4 820,8
<b>Bois</b>			
Production de grumes (milliers de m <sup>3</sup> )	59,9	41,2	51,9
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m <sup>3</sup> )	358,9	103,5	237,1
Prix à l'exportation des grumes (en milliers XAF par m <sup>3</sup> )	164,0	78,6	85,6

Sources : BCEAO et administrations nationales.

**Premier pays de la CEMAC et troisième d'Afrique subsaharienne (ASS) pour son PIB par habitant (8 743,0 dollars US en moyenne entre 2017 et 2021), la Guinée équatoriale est classée par la Banque mondiale parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur.** Elle ne connaît néanmoins, selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), qu'un niveau de développement moyen : elle se classe ainsi, dans le rapport 2021-2022 de l'indice de développement humain (IDH), au 145<sup>e</sup> rang sur 191 – en recul de six places par rapport à 2015. En dépit de son revenu élevé, elle ne se situe également que dans la moyenne de l'ASS pour l'espérance de vie à la naissance (60,6 ans, contre 60,1 dans la région) et l'enseignement (5,9 ans de scolarité effective en moyenne, contre 6,0 dans la région).

**La position extérieure de la Guinée équatoriale est particulièrement vulnérable à la fluctuation des cours du pétrole.** La balance commerciale affiche un excédent structurel, amoindri toutefois lors de la crise des matières premières en 2014-2016, puis lors de la crise Covid en 2020. Le solde courant ressort toutefois largement négatif (– 6,3 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2021), du fait du déficit structurel des balances des services et des revenus – en particulier celle des revenus primaires, alourdie par le versement de dividendes aux maisons mères des entreprises résidentes. Le compte financier demeure pour sa part globalement excédentaire, grâce au dynamisme des investissements directs, et permet de soutenir le solde global de la balance des paiements (– 0,75 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2021).

**Les exportations équato-guinéennes sont principalement tournées vers les économies développées ou émergentes.** Les principaux destinataires sont ainsi la Chine et l'Inde, pour respectivement 29,0 % et 14,2 % des exportations entre 2016 et 2020. Sur la même période, 26,2 % des exportations ont été dirigées vers l'Europe – notamment l'Espagne (9,4 %), qui partage avec la Guinée équatoriale des liens historiques et linguistiques. La France, pour sa part, n'était destinataire que de 1,0 % des exportations.

**L'ancrage du franc CFA sur l'euro se traduit par une relative stabilité des prix en Guinée équatoriale.** L'inflation a été de 1,6 % en moyenne annuelle entre 2017 et 2021 – légèrement en deçà de la moyenne des pays de la CEMAC (1,8 %). La Guinée équatoriale a toutefois connu en 2020 une poussée inflationniste à 4,7 %, soit 1,7 point de pourcentage au-dessus du seuil de convergence communautaire. Cette poussée a été causée par d'importantes difficultés d'approvisionnement et par le renchérissement des biens alimentaires importés dans le contexte de la crise sanitaire.

**Le secteur bancaire équato-guinéen demeure très fragilisé depuis la crise des matières premières de 2014-2016.** Ce secteur, de taille modeste, est fortement concentré entre les cinq banques agréées – dont deux à capitaux majoritairement publics (BANGE – Banco Nacional de Guinea Ecuatorial et, depuis sa nationalisation en 2020, CCEI Bank). L'essentiel des engagements est composé de crédits à court terme. Fortement exposé vis-à-vis des entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP), le secteur bancaire a été affecté par l'accumulation des arriérés de paiement de l'État à la

suite de la crise de 2014. Cette crise s'est traduite par une forte détérioration de la qualité des portefeuilles de crédit, accrue par la crise de la Covid-19 (45,4 % de créances en souffrance brute en moyenne entre 2018 et 2021). Le niveau des fonds propres nets du secteur, grevé par d'importantes corrections sur le niveau de provisionnement du risque de crédit de plusieurs établissements et par la bonne application des méthodes de comptabilisation des fonds propres du cadre prudentiel inspiré des normes Bâle III, est négatif depuis 2019. Dans ce contexte, les activités de crédit ont connu – cas unique en CEMAC – un déclin continu entre 2017 et 2021, l'encours des crédits bruts se repliant de 21,1 % sur la période.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**Le PIB équato-guinéen a renoué avec la croissance en 2021 (+ 0,9 %) et devrait amplifier son rebond en 2022, à + 5,4 %.** L'économie aura notamment tiré parti, en 2021, de la levée progressive des mesures de lutte contre la Covid-19 et de la reprise consécutive dans le secteur tertiaire. Cette dernière a stimulé la croissance du secteur non pétrolier (6,6 % en 2021, après - 4,2 % en 2020), qui devrait rester vigoureuse en 2022 (6,3 %). Pénalisé par le recul tendanciel de la production de pétrole – passée de 7,1 millions de tonnes en 2020 à 5,9 en 2021, et projetée à 5,5 en 2022 – et par l'incident survenu sur le terminal gazier de Punta Europa en septembre 2021, le secteur pétrolier devrait connaître une embellie en 2022, grâce au rebond de la production de méthanol. Il enregistrerait ainsi une croissance positive de 4,0 %, contre - 6,7 % en 2021. Le rebond ne serait toutefois que temporaire et le PIB de la Guinée équatoriale pourrait de nouveau reculer dès 2023, selon les projections de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et du Fonds monétaire international (FMI).

Stable en 2021 (- 0,1 %), le niveau général des prix devrait sensiblement augmenter en 2022 et dépasser de 0,4 point le seuil communautaire (fixé à 3 %), à 3,4 %<sup>2</sup>. Cette hausse de l'inflation découlerait pour une large part de la hausse des cours internationaux de certaines denrées alimentaires – notamment le blé – et des hydrocarbures, dans le contexte de la reprise mondiale post-Covid et du choc d'offre découlant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie (février 2022). L'inflation serait également renforcée par la dépréciation de l'euro vis-

## Activité économique et inflation en Guinée équatoriale

(en %)

	2019	2020	2021	2022
<b>Variation annuelle du PIB</b>	<b>-4,4</b>	<b>-4,6</b>	<b>0,9</b>	<b>5,4</b>
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	<b>1,2</b>	<b>4,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>3,4</b>

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BCEAO.

à-vis du dollar US, enregistrée au cours de l'année 2022.

Compte tenu de la faiblesse des filets de protection sociale, le renchérissement des produits d'alimentation pourrait avoir un impact nettement négatif sur la sécurité alimentaire de la population équato-guinéenne.

**La position extérieure devrait tirer parti de la hausse des cours du pétrole en 2021-2022, du redémarrage de l'activité gazière et du retour des investissements directs étrangers.** Malgré une hausse du solde du commerce extérieur – tirée par une progression des exportations pétrolières et gazières de + 52,6% et + 73,9 % respectivement en 2021 et 2022 –, le creusement du déficit de la balance des services à - 1046,1 milliards de francs CFA en 2022, mais surtout celui de la balance des revenus primaires (à - 1 038,1 milliards) – en raison de plus forts rapatriements de revenus sur les hydrocarbures – entraîneraient un déficit du solde courant. Ce dernier s'établirait à - 8,5 % en 2021 et à - 4,7 % en 2022. Le retour des investissements directs étrangers (613,4 milliards en 2022, en hausse de 113,4 % par rapport à 2020), en redressant le compte financier, permettrait cependant au solde global de la balance des paiements de revenir en territoire positif, à 1,1 % du PIB en 2021 et 3,7 % en 2022, contre - 2,4 % en 2020.

**Les finances publiques devraient également connaître une trajectoire positive, notamment grâce au rebond des exportations d'hydrocarbures en valeur.** La hausse des recettes pétrolières (progressant de 622,6 milliards de francs CFA à 1191,3 milliards entre 2020 et 2022) et le gel, pour 2021, de certaines dépenses en capital permettraient au solde budgétaire global de redevenir excédentaire. Après un déficit (base engagements, dons inclus) de - 1,8 % du PIB en 2020, le solde s'établirait ainsi à + 2,0 % en 2021 et + 4,3 % en 2022. En 2022, les

<sup>2</sup> Dans sa revue au titre de l'article IV (juillet 2022), le FMI projette quant à lui une inflation à 6,0 % en moyenne annuelle en 2022.

dépenses publiques équato-guinéennes seront alourdies par le coût de la reconstruction de Bata, l'apurement des arriérés de paiement et le soutien au secteur bancaire (cf. *infra*).

**La Guinée équatoriale a bénéficié, en septembre 2021, d'un appui exceptionnel du FMI pour faire face aux retombées économiques de la catastrophe de Bata et de la pandémie de Covid-19**<sup>3</sup>. Le FMI a ainsi décaissé 47,25 millions de droits de tirage spéciaux (DTS, soit environ 67,4 millions de dollars US) au titre de l'instrument de financement rapide (IFR). Le programme conclu en décembre 2019 au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) a expiré en décembre 2022 sans qu'aucune revue n'ait pu être validée, faute de réformes structurelles suffisantes en matière de gouvernance publique (seuls 29,3 millions de DTS ont ainsi été décaissés, sur les 205 millions du programme). Lors de l'allocation générale de DTS d'août 2021, la Guinée équatoriale a reçu 151 millions de DTS supplémentaires ; elle devrait monétiser cette allocation en 2022, principalement en vue d'apurer une partie des arriérés de paiement intérieurs (cf. *infra*).

**Le rebond économique et budgétaire de la Guinée équatoriale se traduirait par un allègement rapide du poids de la dette publique.** Après avoir crû, selon la BEAC, jusqu'à 50,0 % du PIB en 2020, l'encours de la dette reculerait à 37,3 % en 2021 et à 18,3 % en 2022 (respectivement 42,8 % et 27,0 % selon l'estimation du FMI<sup>4</sup>). Dans son analyse de viabilité de la dette de juillet 2022, le FMI la juge soutenable, dans un contexte de cours élevé du pétrole et de poursuite de la consolidation budgétaire. L'encours de la dette intérieure représente, selon la BEAC, 77,1 % de la dette publique totale à fin 2021 ; il est composé pour près de 70 % d'arriérés de paiement accumulés vis-à-vis des prestataires de marchés publics. Les autorités mettent en œuvre une stratégie d'apurement de ces arriérés – qui pourrait porter sur 650 milliards XAF en 2022, par le biais d'un mécanisme de titrisation ou de règlements en trésorerie.

**Le secteur bancaire, en forte difficulté, a enregistré en 2021 une perte nette de 9,7 milliards XAF.** Il s'agit de la troisième année consécutive de résultat négatif, après 19,0 milliards de pertes cumulées en 2019-2020. Dans ce contexte, le niveau des fonds propres nets du secteur a atteint – 191,7 milliards à fin 2021, et trois

banques sur cinq présentent un niveau de fonds propres insuffisant pour faire face aux exigences prudentielles de couverture du risque de crédit. Le total de bilan du secteur a crû de 53,2 % en 2021, atteignant 2 493,6 milliards, dans le sillage des opérations de trésorerie et des opérations interbancaires. Les encours de crédits bruts ont, pour leur part, poursuivi leur déclin (– 2,4 %), dans un contexte marqué par la faiblesse persistante de la qualité des portefeuilles de crédit – avec une progression de 8,6 % de l'encours des créances brutes en souffrance, ces dernières représentant plus de la moitié des créances brutes totales. Le provisionnement des expositions douteuses sur les entreprises du BTP créancières de l'État, s'il était requis par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), se traduirait par d'importantes pertes supplémentaires. Le traitement des arriérés intérieurs par les autorités revêt donc une importance systémique, non seulement pour la gestion de la dette publique, mais également pour la solvabilité et la redynamisation du secteur bancaire national.

## ENJEUX ET DÉFIS

**Compte tenu du vieillissement des champs pétroliers, la diversification demeure le principal défi de l'économie équato-guinéenne, pour les prochaines années.** Le gouvernement a adopté, en mai 2021, une nouvelle stratégie nationale de développement durable à horizon 2035 (Agenda Guinea Ecuatorial 2035 ou PLAN-35). Parmi les piliers de ce plan figure une stratégie de diversification économique dans six domaines prioritaires : i) agrobusiness et pêche ; ii) ressources minières et hydrocarbures ; iii) industrie et énergie ; iv) tourisme ; v) logistique, transports, télécommunications et technologie ; et vi) services financiers, audit et conseil. Cette politique sera soutenue par un ensemble de dispositifs publics : programme de diversification économique (Prodeco), coordination interministérielle, création d'un fonds souverain. Parmi les outils envisagés pour développer le secteur privé non pétrolier figure notamment la création de zones économiques spéciales, d'un hub d'innovation, de plateformes logistiques et d'une agence publique pour la promotion des investissements étrangers, ainsi que la privatisation d'une partie des entreprises publiques.

<sup>3</sup> FMI (2021), *Communiqué de presse no 21/266*, 15 septembre.

<sup>4</sup> FMI (2022), *Rapport de la consultation au titre de l'article IV, août (en anglais)*.

**D'importantes réformes en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption sont plus que jamais nécessaires à l'émergence d'une croissance forte et durable.** L'adoption en mai 2021 d'une loi anticorruption a été un premier pas positif : elle a permis la création d'une Commission anticorruption, entrée en fonctions en juin 2022. Les textes d'application sont en cours d'élaboration et le canevas de déclaration de patrimoine pour les hauts fonctionnaires a également été mis au point en juin 2022. Ces dispositifs doivent toutefois encore prouver leur efficacité. Dans un autre domaine, le renforcement des dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) est incontournable pour renforcer l'intégrité du système financier et améliorer le climat des affaires. L'évaluation mutuelle de ces dispositifs est en cours, sous la conduite de la Banque mondiale, et le rapport qui en découlera devrait être adopté par le Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale (Gabac) en décembre 2023. Enfin, les rapports d'audit finaux des dépenses publiques liées à la Covid-19 et des entreprises publiques pétrolière et gazière (GEPetrol et Sonagas) ont été publiés sur le site Internet du ministère des Finances, et l'audit de la gestion d'urgence du sinistre de Bata est en cours.

**Le renforcement des programmes sociaux pourrait en outre permettre de réduire les inégalités, de renforcer le capital humain et de rendre la prospérité plus inclusive.** La distribution d'aides publiques aux familles de sinistrés de l'explosion de Bata a été, à l'été 2021, une première expérience réussie de création d'un fichier de bénéficiaires et de distribution essentiellement numérique (avec le soutien du Fonds des Nations unies pour l'enfance – Unicef – et d'organisations non gouvernementales). Le développement d'un système national de protection sociale sur cette base nécessiterait toutefois un engagement budgétaire plus large, un soutien technique et le développement de l'offre de paiements mobiles. Les autorités devraient également allouer davantage de moyens aux services éducatifs, pour en améliorer l'accès à la population équato-guinéenne, aujourd'hui en dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Plusieurs des « grands projets intégrateurs » de la CEMAC, lancés en 2020 dans le cadre du volet Infrastructures du programme économique et régional (PER) communautaire pour renforcer l'intégration économique régionale, amélioreraient l'interconnexion de la Guinée équatoriale et de ses voisins. L'ensemble de ces projets avaient été adoptés lors de la table ronde organisée à Paris, en novembre 2020, pour mobiliser les financements. On relève notamment la construction d'un pont sur le fleuve Ntem, séparant la Guinée équatoriale et le Cameroun (projet estimé à 111,9 millions d'euros, financé par la Banque africaine de développement – BAFD –, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale – BDEAC – et Afreximbank). En matière d'interconnexion, l'aménagement d'une voie express Lolabé-Campo (62,2 millions d'euros, financé par la BAFD et la BDEAC) et d'une route Kogo-Akurenam (396,4 millions d'euros, financé par la BDEAC et Afreximbank) permettrait de relier respectivement le pays au Cameroun et au Gabon.

**Outre les travaux de réhabilitation de Bata, le gouvernement équato-guinéen projette de développer le port, pour lui donner une envergure régionale.** Il s'agirait notamment d'y construire un terminal à conteneurs. Par ailleurs, la société ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP) est en train de parachever l'étude de projet pour l'aménagement d'un port sec à Ebibeyín, en liaison avec Bata. L'étude est financée par le Fonds de développement de la CEMAC (Fodec) et par l'aide budgétaire globale française.

**La Guinée équatoriale poursuit en outre la mise en valeur de son hub gazier de l'île de Bioko.** Le site industriel de Punta Europa y transforme en méthanol et gaz naturel liquéfié (GNL) le gaz naturel qui provient des champs équato-guinéens Alba (Marathon Oil) et Alen-Aseng (Chevron), avec une capacité de 3,4 millions de tonnes par an. Un protocole d'accord a été conclu en mars 2022 avec le Nigéria, afin de diriger vers Punta Europa et d'y transformer une partie du gaz naturel nigérian. Un accord similaire est en cours de négociation avec le gouvernement camerounais et pourrait être signé en 2023.



## ANNEXE

### Guinée équatoriale – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
<b>Ressources</b>	<b>9 534,9</b>	<b>8 912,9</b>	<b>7 025,2</b>	<b>9 274,6</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>7 007,8</b>	<b>6 715,1</b>	<b>5 758,5</b>	<b>6 922,5</b>
<i>dont secteur pétrolier</i>	<b>2 795,6</b>	<b>2 347,2</b>	<b>1 422,9</b>	<b>2 219,6</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>2 527,1</b>	<b>2 197,8</b>	<b>1 266,7</b>	<b>2 352,1</b>
Biens	1 635,2	1 230,5	741,9	1 325,1
Services	891,9	967,3	524,7	1 027,0
<b>Emplois</b>	<b>9 534,9</b>	<b>8 912,9</b>	<b>7 025,2</b>	<b>9 274,6</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>3 942,6</b>	<b>3 939,1</b>	<b>3 792,8</b>	<b>4 880,9</b>
Publique	1 698,7	1 800,8	1 649,9	1 700,8
Privée	2 243,9	2 138,3	2 142,8	3 180,1
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>2 061,2</b>	<b>1 767,2</b>	<b>1 552,2</b>	<b>1 871,1</b>
Publique	573,3	293,6	201,0	192,6
Privée	1 487,7	1 473,4	1 351,0	1 678,4
<i>dont secteur pétrolier</i>	603,1	556,1	515,6	746,7
Variations de stocks	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>3 531,1</b>	<b>3 206,7</b>	<b>1 680,2</b>	<b>2 522,6</b>
Biens	3 361,8	3 084,6	1 557,6	2 397,9
Services	169,4	122,1	122,6	124,7
Épargne intérieure brute	3 065,2	2 776,0	1 965,8	2 041,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	1 004,0	1 008,9	413,5	170,4
<b>Revenus des facteurs</b>	<b>863,7</b>	<b>1 359,4</b>	<b>167,3</b>	<b>633,3</b>
Épargne intérieure nette	3 928,9	4 135,4	2 133,1	2 674,9
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>29,4</b>	<b>26,3</b>	<b>27,0</b>	<b>27,0</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	- 3,1	- 4,4	- 4,6	0,9
Déflateur du PIB	11,8	0,2	- 10,1	19,2
Prix à la consommation, en moyenne	1,3	1,2	4,7	- 0,1

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BEAC.

## Guinée équatoriale – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
<b>Recettes et dons</b>	<b>1 446,5</b>	<b>1 240,5</b>	<b>820,5</b>	<b>1 027,2</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>1 446,5</b>	<b>1 240,5</b>	<b>820,5</b>	<b>1 026,2</b>
Recettes pétrolières	1 178,1	983,7	622,6	831,9
dont impôt sur les sociétés et redevance	246,5	373,7	267,2	180,1
Recettes non pétrolières	268,4	256,8	198,0	194,3
dont recettes non fiscales	96,7	80,2	68,5	40,4
<b>Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>1 438,9</b>	<b>1 118,4</b>	<b>926,9</b>	<b>885,8</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>761,3</b>	<b>771,4</b>	<b>689,3</b>	<b>728,0</b>
Salaires	175,6	189,9	194,6	196,2
Intérêts	47,6	57,4	59,0	70,6
Sur la dette intérieure	25,2	29,0	28,9	44,5
Sur la dette extérieure	22,3	28,4	30,0	26,1
Autres dépenses courantes	538,1	524,1	435,7	461,2
<b>Dépenses en capital</b>	<b>677,7</b>	<b>347,0</b>	<b>237,6</b>	<b>157,8</b>
Dépenses budgétaires	677,7	347,0	237,6	156,8
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	0,0	0,0	0,0	1,0
<b>Dépenses de restructuration</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire (hors dons) <sup>a)</sup></b>	<b>29,9</b>	<b>150,6</b>	<b>- 76,4</b>	<b>167,5</b>
<b>Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup></b>	<b>7,6</b>	<b>122,2</b>	<b>- 106,4</b>	<b>141,4</b>
<b>Arriérés</b>	<b>0,0</b>	<b>- 112,0</b>	<b>- 71,6</b>	<b>- 111,0</b>
Arriérés intérieurs	0,0	- 156,0	- 71,6	- 111,0
Arriérés extérieurs	0,0	44,0	0,0	0,0
<b>Solde base caisse <sup>c)</sup></b>	<b>7,6</b>	<b>10,2</b>	<b>- 178,0</b>	<b>30,4</b>
<b>Financement</b>	<b>- 7,6</b>	<b>- 10,2</b>	<b>178,0</b>	<b>- 30,4</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>- 71,5</b>	<b>109,8</b>	<b>485,3</b>	<b>- 98,4</b>
Bancaire	49,8	343,0	61,6	- 96,8
Non bancaire	- 121,3	- 233,1	423,7	- 1,6
<b>Financement extérieur</b>	<b>64,0</b>	<b>- 120,0</b>	<b>- 307,3</b>	<b>68,0</b>
Tirages sur emprunts	141,9	0,0	0,0	155,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 78,0	- 120,0	- 307,3	- 87,0
Réaménagement de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>En pourcentage du PIB</b>				
Recettes totales (hors dons)	20,6	18,5	14,2	14,8
Recettes pétrolières	16,8	14,6	10,8	12,0
Dépenses courantes	10,9	11,5	12,0	10,5
Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup>	0,1	1,8	- 1,8	2,0
Dette publique	46,6	46,5	50,0	37,3

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Sources : BEAC.

## Guinée équatoriale – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 200,6</b>	<b>- 502,2</b>	<b>121,6</b>	<b>- 591,9</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>1 004,0</b>	<b>1 008,9</b>	<b>413,5</b>	<b>170,4</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>1 726,5</b>	<b>1 854,1</b>	<b>815,6</b>	<b>1 072,7</b>
Exportations de biens FOB	3 361,8	3 084,6	1 557,6	2 397,9
<i>dont : pétrole</i>	<i>2 068,9</i>	<i>1 769,0</i>	<i>1 130,7</i>	<i>1 569,9</i>
<i>méthanol et autres gaz</i>	<i>976,7</i>	<i>799,0</i>	<i>442,3</i>	<i>830,4</i>
<i>bois</i>	<i>43,7</i>	<i>58,9</i>	<i>8,1</i>	<i>20,3</i>
Importations de biens CAF	- 1 915,1	- 1 468,4	- 690,5	- 1 563,6
Importations de biens FOB	- 1 635,2	- 1 230,5	- 741,9	- 1 325,1
<i>dont : construction</i>	<i>- 610,2</i>	<i>- 503,8</i>	<i>- 312,8</i>	<i>- 398,5</i>
<i>secteur commercial</i>	<i>- 712,4</i>	<i>- 463,2</i>	<i>- 310,9</i>	<i>- 317,3</i>
<i>secteur pétrolier</i>	<i>- 53,9</i>	<i>- 45,2</i>	<i>- 14,5</i>	<i>- 318,4</i>
<b>Balance des services</b>	<b>- 722,5</b>	<b>- 845,2</b>	<b>- 402,1</b>	<b>- 902,3</b>
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 272,4</i>	<i>- 225,5</i>	<i>62,4</i>	<i>- 227,5</i>
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 863,7</b>	<b>- 1 359,4</b>	<b>- 167,3</b>	<b>- 633,3</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 6,9</i>	<i>- 2,4</i>	<i>- 30,0</i>	<i>- 26,1</i>
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>- 340,9</b>	<b>- 151,7</b>	<b>- 124,6</b>	<b>- 129,0</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>- 24,8</b>	<b>- 4,8</b>	<b>5,2</b>	<b>7,3</b>
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 316,1</b>	<b>- 146,9</b>	<b>- 129,8</b>	<b>- 136,2</b>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>- 0,0</b>	<b>- 3,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>477,2</b>	<b>474,1</b>	<b>- 153,3</b>	<b>825,4</b>
Investissements directs	35,8	384,0	287,4	415,4
Investissements de portefeuille	28,1	32,7	50,1	50,1
Autres investissements	413,3	57,3	- 490,8	359,9
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>44,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 246,1</b>	<b>- 107,7</b>	<b>- 105,7</b>	<b>- 156,9</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>30,4</b>	<b>- 139,3</b>	<b>- 137,4</b>	<b>77,7</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 2,9</b>	<b>- 7,5</b>	<b>2,1</b>	<b>- 8,5</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>0,4</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 2,4</b>	<b>1,1</b>

Source : BEAC.

### Guinée équatoriale – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	1 027	765	747	768
Moyen terme	140	156	169	124
Long terme	20	23	26	22
<b>Total</b>	<b>1 188</b>	<b>943</b>	<b>943</b>	<b>914</b>

Source : BEAC.

### Guinée équatoriale – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>98</b>	<b>114</b>	<b>105</b>	<b>Capitaux permanents</b>	<b>293</b>	<b>282</b>	<b>279</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>841</b>	<b>837</b>	<b>824</b>	<i>dont fonds propres</i>	<i>- 163</i>	<i>- 161</i>	<i>- 192</i>
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	<i>330</i>	<i>361</i>	<i>418</i>	<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>1 091</b>	<b>1 038</b>	<b>1 073</b>
<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>658</b>	<b>647</b>	<b>1 466</b>	<b>Opérations diverses</b>	<b>59</b>	<b>53</b>	<b>95</b>
<b>Autres postes de l'actif</b> (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	<b>33</b>	<b>30</b>	<b>98</b>	<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>188</b>	<b>254</b>	<b>1 046</b>
<b>Total</b>	<b>1 630</b>	<b>1 628</b>	<b>2 494</b>		<b>1 630</b>	<b>1 628</b>	<b>2 494</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

### Guinée équatoriale – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>72,0</b>	<b>64,8</b>	<b>92,4</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>- 0,6</b>	<b>- 6,1</b>	<b>- 3,5</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>- 1,9</b>	<b>- 33,1</b>	<b>- 13,8</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>49,5</b>	<b>53,0</b>	<b>59,0</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>39,2</b>	<b>43,1</b>	<b>50,7</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>34,1</b>	<b>32,9</b>	<b>28,4</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Guinée équatoriale – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>130</b>	<b>81</b>	<b>99</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	10	8	8
Produits sur opérations avec la clientèle	53	44	49
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	51	26	24
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	16	3	18
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>40</b>	<b>29</b>	<b>29</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	10	12	14
Charges sur opérations avec la clientèle	9	9	9
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Charges sur opérations diverses	21	8	6
Charges sur ressources permanentes	0	0	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>91</b>	<b>52</b>	<b>70</b>
4. Produits accessoires nets	2	- 30	2
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>93</b>	<b>22</b>	<b>72</b>
6. Frais généraux	57	58	56
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	8	- 24	9
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>28</b>	<b>- 12</b>	<b>7</b>
9. Provisions nettes sur risques	21	1	13
	- 3	0	- 2
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>4</b>	<b>- 13</b>	<b>- 8</b>
12. Résultat exceptionnel net	- 2	- 3	- 2
13. Résultat sur exercices antérieurs	- 1	0	1
14. Impôts sur les bénéfices	3	2	1
<b>15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>- 2</b>	<b>- 17</b>	<b>- 10</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Guinée équatoriale – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	- 3,5	- 1,9	- 6,5
<b>Rapport de liquidité</b>	120,7	131,5	130,3

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Guinée équatoriale – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2021
Représentation du capital minimum ( $\geq 10$ milliards XAF)	40
Capitaux propres ( $\geq 6\%$ )	100
Fonds propres de base ( $\geq 7,5\%$ )	40
Couverture des risques ( $\geq 9,5\%$ )	40
Limite globale de la norme de division des risques (8 fois les fonds propres)	40
Limite individuelle de la norme de division des risques (45 % des fonds propres)	20
Couverture des immobilisations ( $\geq 100\%$ )	20
Rapport de liquidité ( $\geq 100\%$ )	80
Coefficient de transformation ( $\geq 50\%$ )	0
Engagements aux apparentés ( $\geq 15\%$ des fonds propres)	20
Adéquation des fonds propres	40

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.